



Les Mardis de 4D

Compte rendu

Mardi 16 décembre 2008

**De retour de Poznan : quelle perspectives
pour les négociations internationales sur les
changements climatiques ?**

Association 4D

Dossiers et Débats pour le Développement Durable

Cité européenne des Récollets

150-154 rue du Faubourg Saint Martin - 75010 Paris

Tél. : 01 44 64 74 94 - Fax : 01 44 64 72 76

[contact\[at\]association4d.org](mailto:contact[at]association4d.org)

www.association4d.org

De retour de Poznan : quelle perspectives pour les négociations internationales sur le changement climatique ?

Intervenants

- **Morgane CREACH**, responsable relations internationales au réseau action Climat.
- **Dominique Le MASNE**, chargé de mission au Ministère des Affaires étrangères et européennes.
- **Bruno CHARLES**, vice Président du Grand Lyon, représentant de l'AMGVF à Poznan,
- **Denis LOYER**, membre de l'agence française de développement.
- **Pierre RADANNE**, Président de 4D.

Animation : Laurence TUBIANA, Directrice de l'Institut du développement durable et des relations internationales.

Le débat a été introduit par Laurence Tubiana.

Le résultat de la conférence de Poznan est difficile à interpréter, d'où l'intérêt de ce débat. La presse a relayé les négociations, parfois avec un certain pessimisme. Mais que peut-on penser du plan de route jusqu'à Copenhague ? Quel a été vraiment le rôle de l'Union européenne ? Quelles sont les impasses, quelles sont les perspectives du paquet énergie climat ?

Pierre Radanne, *L'ordre du jour de Poznan*

L'ONU a des règles internes dont l'une est l'obligation d'organiser une conférence annuelle sur la question du climat, et qui a le statut d'Assemblée générale de l'ONU. Ce calendrier a créé une situation particulière, puisque le nouveau président des Etats-Unis prendra ses fonctions en janvier ; l'équipe américaine était quasi double, mais muette : l'équipe Bush ne présentait plus ses positions traditionnelle, les émissaires de la nouvelle équipe se trouvaient en situation d'observateur, n'ayant d'ailleurs pas défini leur position sur le sujet. Cette conférence a été dominée par ce contexte particulier où le seul pays qui n'avait pas signé Kyoto était dans l'impossibilité de s'exprimer.

L'ordre du jour de la conférence de Poznan était donc particulièrement maigre.

Des précisions étaient à apporter au processus de Kyoto, lancé 11 ans plus tôt et mis en forme en 2001 à Marrakech. Ce protocole est vivant depuis 2005 seulement (date de sa ratification).

Les principales questions en débat :

- **La mise en place du fonds d'adaptation**, constitué à partir du protocole de Kyoto pour aider les pays les plus vulnérables : quelles pourront être les règles de fonctionnement, les modalités de financement et les usages ? Le financement de ce fonds a constitué l'un des seuls points difficiles de la réunion.
- **La lutte contre la déforestation des forêts équatoriales**, responsable entre 15 et 20% des émissions de gaz à effet de serre (GES).

Le paquet à discuter était particulièrement mince. Le débat a été focalisé sur la question d'une **vision partagée**, commune, à long terme de la lutte contre les changements climatiques.

Celle-ci a deux caractéristiques :

- cette vision fait suite au rapport du GIEC publié en 2007, les scientifiques ayant enclenché la négociation pour le nouveau traité.

Une précision à ce niveau : le protocole de Kyoto ne s'arrête pas au 31 décembre 2012. Comme tout traité, il n'a pas de durée limitée. Par contre il a été signé avec des objectifs quantitatifs de réduction des émissions des pays industrialisés, sur la période 1990- 2012. Il n'y a pas d'objectifs fixés au-delà de 2012.

Il faut stabiliser le climat à un réchauffement maximum de 2°C. Le climat est « sensible », seulement 6°C nous séparent aujourd'hui de l'ère glaciaire ; au-delà de 2°C les perturbations de la planète, et notamment de nos agricultures, seraient dévastatrices. Il faut donc diviser par deux les émissions de GES à horizon 2050. Depuis 2007, le débat s'est amplifié sur la question : comment organiser et répartir au niveau de la planète des objectifs de long terme et, proportionnés, des objectifs de moyen terme ?

Les affrontements sont vifs sur cette question. En effet, si des objectifs sont fixés pour la totalité de la communauté humaine, ils concerneront aussi les pays en développement. Quel est l'avenir envisageable des pays en développement face au double problème du changement climatique et de leur difficulté de développement. Depuis deux ans, le jeu dans lequel on se trouve montre bien que les pays, à fortiori les PED, ne peuvent s'engager sur des objectifs de réduction que s'il existe pour eux une trajectoire de développement.

Derrière la question de la vision globale se pose celle de la nature des engagements de tous, et donc des américains. Quelle démarche adopter à partir d'aujourd'hui ? Nous avons, durant le deuxième mandat de Georges Bush, été dans une phase de préparation de la négociation. Une nouvelle équipe américaine arrive, qui reconnaît l'existence du changement climatique et la nécessité de s'engager sur des objectifs de long terme et qui souhaite revenir dans la négociation. Le début des vraies négociations se fera à Copenhague en décembre 2009.

Le calendrier d'ici là va être très serré. Il s'agit de retravailler à l'élaboration d'un traité. Les pays devront soumissionner leurs propositions 6 mois avant la date de délibération, donc avant le 15 juin 2009. Ces soumissions sont des amendements à un texte principal qui sera mis en circulation en avril par le secrétariat de l'ONU. Pour que ce texte soit émis, une nouvelle réunion aura lieu entre le 29 mars et le 8 avril, avec une nouvelle équipe américaine. Les pays doivent soumettre donc leurs idées avant le 16 février... Alors que l'équipe américaine rentre à la Maison Blanche le 20 janvier.

Très probablement, la totalité du travail ne pourra être réalisée dans les délais prévus. Une esquisse de traité pourra être dressée mais elle sera suivie de négociations quantitatives et financières, tout au long de l'année, et probablement au delà. Une réunion devrait avoir lieu à Washington en septembre pour préparer la conférence.

La question du climat va avoir une importance considérable dans les deux prochaines années : les scientifiques nous ont fourni une feuille de route climatique ; les Etats-Unis entrent dans les négociations ; ces négociations concernent tous les pays, entre autre les pays émergents ; il faudra articuler une vision du développement des pays les plus pauvres et une protection des pays les plus vulnérables avec les négociations financières et technologiques. Ces années marqueront la période à venir et permettront, ou non, de réussir la lutte contre les changements climatiques.

Laurence Tubiana

Malgré l'absence américaine, quelques messages ont marqué Poznan : les émissaires qui présentaient Barack Obama ont donné des signaux positifs précis concernant leur engagement. D'autre part, avant Poznan, tout le monde était persuadé qu'il serait impossible de parvenir à un accord d'ici 2010. Les signaux positifs des Etats-Unis, la volonté affichée de parvenir à un accord en 2009, ont été un élément de dynamisation. Il faut non seulement que les américains rejoignent les négociations, mais également que la Chine s'engage, et c'est là d'ailleurs une des conditions posées par les américains. Le théâtre sino américain est dressé et conditionnera le résultat des négociations.

Denis Loyer, *Vues du Sud*

La Présidence française de l'union européenne (PFUE) a fait un effort particulier pour inclure l'Afrique dans les négociations. Un texte a été signé le 1^{er} jour de la conférence de Poznan entre l'Union Africaine et l'Union européenne, qui reprend les grandes questions du climat, souligne la vulnérabilité du continent africain. Ce texte propose d'aller au-delà de la diversité africaine, pour porter une voix commune aux différents pays.

Deux semaines avant la conférence de Poznan, les ministres se sont réunis à Alger pour préparer leur action, et ont annoncé une Alliance intercontinentale. JL. Borloo s'est déplacé à cette occasion. L'idée d'un travail commun sur le fonds d'adaptation et les forêts fait son chemin. Une journée dédiée à l'Afrique s'est tenue à Poznan avec de nombreux side events.

On ressent aujourd'hui une certaine amertume. En effet, pour les pays du Sud, le bilan est décevant : les engagements de réduction d'émissions des pays de l'annexe 1 ne sont pas tenus. Les bonnes nouvelles sont l'entrée dans la danse des Etats Unis, le Japon qui précise ses objectifs, l'Australie qui se positionne, mais également le Mexique, ou la Corée du Sud qui commencent à annoncer des chiffres. La grosse déception a pour origine les difficultés à s'entendre sur le fonds d'adaptation, et en particulier sur son financement (précisément au profit des pays du Sud). Le fonds a été créé à Bali mais tarde à se mettre en œuvre, d'où un certain agacement. Le fonctionnement multilatéral de ce fonds est compliqué et prendra du temps. A côté de cela, les bailleurs de fonds bilatéraux dont la France montent en puissance, sans être à la hauteur des besoins.

La demande des Pays en développement est d'abord de s'intéresser à la question du développement ! C'est peut-être aussi l'esprit de la Convention Climat. Les partenaires du Sud souhaitent dialoguer sur leur schéma de développement, pour trouver les moyens de la formation, du financement, de l'action. La lutte contre le changement climatique en serait le bénéfice. Or ce schéma a du mal à fonctionner. C'est sans doute une des raisons de la crispation.

Le débat sur le développement a évolué, depuis l'ajustement structurel, la pauvreté, les objectifs du millénaire...

La forêt est un des rares sujets où l'on parle de développement, les réunions rassemblent beaucoup de monde. Pour certains pays, la forêt est le cœur même de l'économie. Le Guyana souhaite garder sa forêt intacte, et bénéficier des moyens pour cela. En Indonésie, 85% des émissions sont dues à la déforestation ; 70% au Brésil. La déforestation est donc au cœur de la réflexion de ces pays. Il faudrait que le climat engage ces pays à revisiter leur schéma de développement (notamment en ce qui concerne les énergies, les villes...). Or ce débat n'avance que lentement.

La question de la déforestation a avancé :

- L'approche est maintenant considérée comme holistique (REDD). A Bali, la question de la dégradation avait été intégrée aux discussions (poussée entre autre par le Bassin du Congo), ainsi que l'accroissement des stocks. L'ensemble des questions est maintenant considéré. Des alternatives à la déforestation doivent être proposées (plantation par exemple).
- On parle de plus en plus de scénarios de référence qui doivent prendre en compte la question des émissions et de la séquestration du carbone.
- Les peuples indigènes sont entrés dans les négociations.
- Une demande a été faite de travailler sur une coordination des projets pilotes proposés à Bali pour lutter contre la déforestation. Cela permettrait de tirer des enseignements de ces projets.

Concernant les forêts, il y a deux principaux groupes de discussion :

- Le groupe ad hoc sur la suite du protocole de Kyoto ;

- Le groupe ad hoc sur la vision à long terme, où l'on peut aborder les questions financières. A côté de cela, l'organe scientifique et technique, dans lequel, pour REDD, il est possible de discuter des méthodologies. La procédure ne permet donc pas de discuter, dans une même enceinte, des questions financières et techniques. Les participants témoignent d'une certaine impatience.

Laurence Tubiana

Selon la logique de Kyoto, et le principe de responsabilité commune mais différenciée, les pays en développement n'étaient pas soumis à des obligations. A partir de là, il y a une réticence historique, et compréhensible puisque la responsabilité incombe aux pays industrialisés. La Chine par exemple propose de prendre en compte les émissions à partir du début XIXe siècle, de l'origine anthropique du réchauffement (comme cela a été diagnostiqué). Traditionnellement, les PED refusaient de s'engager dans ces discussions. A Bali, deux paragraphes concernaient les réductions d'émission, l'un pointant les réductions des pays industrialisés, l'autre la mesure des efforts des PED. Ces deux paragraphes ont été volontairement séparés pour signifier la différenciation. A Poznan, plusieurs PED commencent à chiffrer leurs émissions, à estimer les réductions acceptables d'ici 2050 (c'est le cas de l'Afrique du Sud), et font des propositions d'action en fonction d'un appui international. Il y a une évolution, pas seulement dans les grands pays. Et ceci, malgré les problèmes de souveraineté que cela pose, car le climat touche aux énergies, à l'urbanisme, aux infrastructures de transports... et donc aux choix collectifs nationaux. De ce point de vue, Poznan marque un tournant.

Morgane Créach, *L'Europe dans les négociations internationales*

Concernant les PED et les grands émergents, l'avancée s'est faite à Bali. Les PED ont accepté de s'engager à partir de 2012 sur des actions nationales de réduction de leurs émissions à la condition d'être soutenus pour cela par des financements et des transferts de technologie. A Bali, les PED avaient fait un pas en avant, ils s'attendaient à ce que les pays industrialisés fassent de même à Poznan. Ce qui ne s'est pas produit : les futurs objectifs chiffrés de réduction des émissions pour 2020 n'ont pas bougé d'un centimètre ; aucune réponse n'a été apportée sur le soutien financier aux pays en développement. Seuls résultats positifs : un calendrier de travail pour 2009, le fonds d'adaptation devient opérationnel... Une conférence de deux semaines pour accoucher d'une souris provoque logiquement de la déception.

Les ONG ont été très déçues de la conférence de Poznan et surtout du rôle joué par l'Europe. Il y a eu cette année un télescopage avec Poznan et les négociations du paquet Climat énergie, qui est le plan de l'Europe pour lutter contre le changement climatique jusqu'en 2020. Il comprend 4 textes : un objectif de 20% d'énergies renouvelables, un objectif de réduction de 20% des émissions, un objectif de réduction de notre consommation énergétique de 20%, un texte sur le captage et le stockage du carbone, et surtout la révision du marché européen des quotas de CO², marché entre certaines industries et le secteur de l'énergie. Un plafond d'émission est fixé pour ces secteurs, ceux qui font mieux peuvent vendre leurs quotas excédentaires, celui qui n'atteint pas ses objectifs peut en acheter. Pourquoi se focaliser sur le rôle de l'Europe ? Historiquement, l'Europe a joué un rôle moteur dans les négociations Climat. Il est donc normal que les ONG attendent d'avantage de l'Europe. On constate que les chefs d'Etat se sont mis d'accord sur un paquet Climat « au rabais », qui ne tire pas les négociations vers le haut. La conférence est restée technique, c'était une étape intermédiaire, les

négociations se feront à Copenhague. Cette situation engendre des frustrations, et il ne reste que peu de temps jusqu'à Copenhague. Il n'est pas sûr que les 4 sessions programmées permettent de trouver un accord global d'ici là.

Les déceptions du paquet climat énergie

- L'objectif de 20 % de réduction des émissions est bien en deçà des recommandations des scientifiques pour limiter le réchauffement global en dessous de 2°C d'ici la fin du siècle et éviter un changement dangereux et irréversible. Cet objectif sera plus élevé *si l'accord de Copenhague est jugé satisfaisant* par l'Europe. Ce qui signifie que les autres pays industrialisés s'engagent sur des objectifs comparables et que les grands émergents (Chine, Inde et Brésil) prennent également des engagements en fonction de leur capacités respectives.

Pour atteindre cet objectif, l'accord conclu par les chefs d'Etat prévoit que deux tiers pourront être réalisés hors Europe, dans le cadre des mécanismes de développement propres. Un projet qui réduit les émissions dans les PED, permet au pays qui investit de recevoir des crédits d'émission qui sont comptabilisés pour atteindre son propre objectif. Les efforts peuvent être faits en dehors du territoire européen. C'est le choix d'une Europe de la compensation.

Pourtant les PED étaient assez clairs à Poznan sur le fait que pour eux le 25-40% devait être réalisé sur le territoire du pays émetteur, et que le recours aux mécanismes de développement propre devait venir en supplément d'une réduction domestique.

- En ce qui concerne le marché des quotas d'émission, il reposait jusqu'à maintenant sur un principe d'allocation gratuite des quotas. La principale proposition de révision portait sur la mise aux enchères des quotas, pour que les industries achètent leurs droits d'émission. Ce qui peut permettre de générer des revenus, 40 milliards d'euros par an, qui soient affectés au pays en développement, afin qu'ils adoptent eux aussi des mesures de limitation de leurs émissions, et surtout qu'ils s'adaptent. Or, seuls quelques secteurs seront soumis aux enchères, cette négociation ayant fait l'objet d'un lobby de la part des industriels et de certains pays comme la Pologne qui ont demandé que leur secteur énergétique reçoive ces quotas gratuitement.

- Aucun mécanisme de sanction des Etats membres qui ne respectent pas leurs objectifs n'a été mis en place par le Conseil des chefs d'Etat. Les ONG demandaient que toute tonne de CO² excédentaire fasse l'objet d'une amende pour les Etats comme pour les industries.

- Pour le soutien financier des pays en développement, une proposition était d'utiliser les revenus de la mise aux enchères en les affectant en partie aux PED. Les pays ont refusé que cette affectation soit obligatoire : « 50% du revenu pourra être affecté si l'Etat le décide ... ». Il n'y a donc aucun signal fort pour sortir des contributions volontaires qui ne fonctionnent pas actuellement dans le cadre du protocole de Kyoto et passer à un soutien obligatoire, pérenne, et additionnel à l'aide publique au développement.

Le Parlement européen vote le 17 décembre sur ces propositions. Il n'a pas été écouté dans ces négociations, qui se sont déroulées au niveau des chefs d'Etat.

La bataille ne s'arrête pas là : en 2009, l'Europe devra se prononcer plus sérieusement sur le soutien financier, qui est central dans ces négociations. Il faudra aider les PED, financièrement, par des transferts de technologies, pour mettre en place des politiques climatiques sur leur territoire, et apporter un soutien à l'adaptation. Aujourd'hui les financements dont bénéficie ce fonds, qui se comptent en millions, sont minimes par rapport aux besoins, qui sont estimés en milliards. Quelles pourront être les nouvelles sources de financement pour le Fonds d'adaptation ?

Laurence Tubiana

L'Union européenne s'est trouvée dans une situation difficile, dans un contexte, où les Etats Unis n'étaient pas présents, où les autres pays industrialisés sont restés silencieux, et où l'année de négociations entre les Etats membres qui s'achevait avait été difficile.

Pour les deux derniers points de conflits des négociations à Poznan (l'extension d'une taxe sur les émissions et la gouvernance du fonds), l'Europe a joué le rôle du « méchant », n'ayant pas anticipé le problème du financement notamment, et surtout n'étant pas capable de proposer des avancées.

Chose intéressante, les Norvégiens, comme les Mexicains, ou les Sud Africains ont été capables de faire des propositions assez innovantes en terme de financement.

Le paquet climat n'est pas très bon, il a été délivré presque trop tard, les européens ont été pris par les discussions intérieures. Néanmoins, l'adoption du paquet climat constitue un signal fort au niveau international.

Pierre Radanne, *Baltic Diamonds, le chemin de Poznan à Copenhague*

Ce document (cf. pièce jointe) est une représentation des négociations sous forme d'un octogone.

Les 8 sommets constituent chacun l'un des points de la négociation, certains s'opposent ou sont interdépendants.

1. *En haut* : Les objectifs de long terme : il faut stabiliser le climat à 2°C.
2. *En bas* : Pour cela il faut des stratégies de développement réussies pour les PED afin qu'ils signent un accord de stabilisation de long terme.
3. *En haut à gauche* : les objectifs de moyens terme pour les pays développés, 25-40% de réduction des émissions.
4. *En bas à droite* : Pour cela, ils ont besoin de mécanismes financiers pour investir en faveur de cette réduction.
5. *En haut à droite* : l'adaptation des pays en développement...
6. *En bas à gauche* : ...A besoin de débloquer des fonds et de l'aide publique au développement pour soutenir les pays.
- 7 et 8. *Sur l'axe horizontal*, la question des transferts de technologie ayant pour but d'aboutir à des programmes de développement à bas niveau d'émissions des PED et les politiques locales.

L'Union européenne : Elle accepte les objectifs de long terme et de moyen terme ; elle a besoin d'avoir accès aux mécanismes financiers ; elle peut investir dans les technologies, apporter des fonds, et, si elle se trouve dans une négociation gagnante, pourra contribuer à l'adaptation, aux stratégies de développement des PED et à la mise en place de politiques locales.

Les Etats Unis sont d'accord avec les objectifs de long terme mais n'acceptent pas pour le moment les objectifs de moyen terme : ils demandent pour cela l'engagement des grands pays émergents. Il est possible de partager des fonds et des technologies, mais uniquement après la mise en mouvement des grands émergents.

L'Alliance des petits états insulaires (AOSIS) : ils sont d'accord avec les objectifs de long terme. Ils veulent que les pays industrialisés s'engagent, et qu'ils financent les fonds, et notamment le fonds d'adaptation. Ils pourront alors s'engager dans une stratégie de développement adaptée, mettre en place des politiques locales etc.

La Chine et l'Inde souhaitent en premier lieu voir l'engagement des pays industrialisés, leur soutien financier aux pays en développement. Il faut aller vers des stratégies de développement de long terme, mettre en place des politiques locales, et alors il sera possible de souscrire aux objectifs de long terme.

Quelle serait la voie royale de la négociation ?

Tout d'abord, il est inévitable de partir des engagements des pays industrialisés. Il faut rapidement aller vers une promesse de développement pour les PED, montrer un comportement équitable. S'ensuit la nécessité de libérer la technologie et l'argent pour aider à l'adaptation, à l'élaboration de stratégies et de programmes de développement, à travers les mécanismes financiers, afin que tous les pays puissent s'engager vers des modèles sociétaux à bas niveau de carbone.

Alors il est possible de réunir les conditions pour que tous les pays soient en capacité de soutenir des objectifs de long terme pour la stabilisation du climat.

Laurence Tubiana

Cette représentation graphique montre bien la complexité de la situation, complexité qui s'est accrue depuis Kyoto. Ici, il y a 8 grands pôles de discussion.

Une chose est frappante : le grand nombre de personnes impliquées dans les négociations à Poznan. Il doit y avoir 1200 ou 1300 personnes impliquées directement dans les négociations. Ce qui fait dire à certains qu'il y a trop de monde, trop d'informations, qu'il devient difficile de synthétiser. Il faudra trouver un compromis afin de ne pas rendre la négociation trop complexe.

Quels seraient les différents niveaux possibles de négociations ? Il faut une solution positive pour éviter un coup d'arrêt violent, et rendre les négociations compréhensibles pour les gouvernements, les ONG, les entreprises et les collectivités territoriales.

Bruno Charles, *Les collectivités locales veulent peser sur les négociations*

Les collectivités, et leurs réseaux, étaient présents à Poznan. Elles n'ont pas de poids sur la négociation officielle, mais des villes des 5 continents étaient présentes et rentrent dans les débats.

Le premier diagnostic est donc celui de la prise de conscience des gouvernements locaux. Les villes concentrent la majorité de la population mondiale, c'est dans les villes que se crée un modèle de développement soutenable. Elles ont donc une responsabilité. Dans le cadre des négociations, on parle beaucoup de mécanismes de flexibilité, des technologies, mais il ne faut pas négliger l'importance de l'urbanisme et de l'aménagement. Les collectivités territoriales ont une responsabilité dans ce jeu de négociation. Elles souhaitent être témoins et acteurs.

L'avenir des villes sera compliqué : face au renchérissement du prix de l'énergie, le développement urbain devra permettre à chacun de satisfaire ses besoins fondamentaux, sans quoi nous préparons le futur champs de bataille... Un modèle urbain est à réinventer.

De fait, de nombreuses initiatives fleurissent. En Europe, le *Covenant of mayors* réunit des maires autour d'un certain nombre de principes. L'idée est de parvenir directement à des propositions de financements de l'Union européenne pour les villes, sans passer par les Etats.

Autre initiative, *bottom up* cette fois-ci, la déclaration des Eurocities, à l'initiative des villes de Nantes et Lyon, a été signée par 40 villes européennes, souhaitant s'emparer de la question climatique pour peser sur les négociations.

A Poznan, les différents réseaux de villes se sont réunis autour d'une même déclaration. Il a d'ailleurs été envisagé de l'annexer à la déclaration finale à Poznan, mais cela reste encore difficile.

Les pouvoirs locaux ne peuvent pas ignorer le débat.

Ma surprise a été de voir que les villes des 5 continents ont un discours commun, elles expriment les problèmes dans les mêmes termes. A partir de là il est possible d'imaginer des solutions communes. Tout le monde a compris la compétition entre les territoires : ceux qui ne s'engagent pas dans une démarche de lutte contre le changement climatique seront perdants.

Deux éléments altèrent mon optimisme :

- Les engagements internationaux se déclinent sur les territoires, par la mise en place de plans climat locaux. Or face à la crise financière, il devient nécessaire d'organiser des circuits financiers pour permettre aux politiques locales d'être solvables. S'il est difficile d'obtenir des engagements, il est encore plus difficile de mettre en place les moyens de parvenir aux objectifs. Notamment quand les crédits se réduisent. L'Union européenne s'engage à réduire ses émissions de GES de 20% d'ici 2020, au Grand Lyon, cela nécessite un budget équivalent à celui du logement social. En période de crise économique, la crainte est de voir se renforcer l'opposition entre la demande sociale et la demande écologique.

Aujourd'hui donc les collectivités locales tapent à la porte des négociations, afin que leur rôle dans la réalisation des objectifs soit pris en considération.

Laurence Tubiana :

La discussion sur les objectifs est ouverte, la stabilisation du climat est-elle un luxe dans le contexte de crise actuel, comme le prétend la présidence tchèque ?

Ce qui est vrai au niveau des politiques locales est vrai au niveau de gouvernements. La distance entre les objectifs et les moyens d'y parvenir est parfois frappante. Certains gouvernements prêchent sans savoir comment ils s'y prendront. La question des financements est clé ici.

La forte composante énergie renouvelable, efficacité énergétiques de plans de relance (américains et chinois), leurs montants comme leur modernité, montrent que les choix d'aujourd'hui déterminent la façon dont on parviendra aux objectifs. Le débat au sénat américain devrait être passionnant de ce point de vue.

Dominique Le Masne

On ressort de cette conférence de Poznan avec un pessimisme tempéré de leur d'optimisme.

L'accord sur le climat ne se fera pas dans la joie. Tout ne se fera pas à Copenhague, tout ne sera pas forcément décidé. Le paquet énergie climat montre bien que des choses peuvent se débloquer, progresser par consensus. On ne peut pas avoir un paquet climat « super clean ». Il est mitigé mais a le mérite d'exister. Lorsque nous avons appris le vote du PEC, nous étions contents, car il ne peut que favoriser les négociations. Copenhague n'est peut être pas une fin, peut être un début.

Les blocages vécus à Poznan sont complexes car il s'agit de problèmes de développement, y compris les pays développés qui doivent réorienter leur développement. Et cela nécessite des décisions qui ne peuvent se prendre rapidement.

Réactions salle

Pierre Gineste : animateur de la campagne « Urgence climatique justice sociale ».

Sur le bilan du protocole de Kyoto : où en est-on aujourd'hui, les émissions continuent de progresser ? Il est peu probable qu'on parvienne aux objectifs fixés.

Comme l'a souligné Morgane Créach, les deux tiers des émissions de l'Europe pourront être réalisées dans les pays du Sud. C'est une bien mauvaise politique.

Concernant le fonds d'adaptation, 400 millions de dollars ne représentent que bien peu de choses rapportés à la population...

Il semblerait que les entreprises aient été très présentes à Poznan. Le capitalisme vert est puissamment en route. Il est de moins en moins question d'établir un service public mondial. La promotion du « marché écologique » est bien avancée.

Laurence Tubiana

Effectivement les entreprises sont très présentes dans les négociations. Le président du World business council, qui rassemble les entreprises pour le développement durable, se présente comme un négociateur virtuel...

Un participant :

Les émissions de la déforestation amazonienne correspondent à 75% des émissions de CO², à 54% des émissions de GES.

Par rapport à la question Nord / Sud, Chine Brésil et Inde sont utilisés par les USA comme un alibi. Conditionner le retour des Etats-Unis à l'engagement de la Chine est inacceptable. Les responsabilités en terme d'émissions doivent être considérées au regard de la durée de vie dans l'atmosphère des GES. La responsabilité de la Chine atteindra celle des Etats-Unis au milieu de ce siècle. Le point de vue de l'Europe dans ces négociations est donc intéressant malgré quelques déceptions.

Michel Mousel

L'octogone de Pierre Radanne est intéressant pour expliquer les négociations, cependant cet état des négociations n'est pas une nouveauté. On peut expliquer toute la partie chiffrée des négociations, y compris Kyoto, avec cet octogone. On retrouve ici ce qui s'est passé à Kyoto. Il en est de même pour l'échec de La Haye : toute la négociation s'est concentrée sur une des diagonales : d'un côté l'effort de réduction, de l'autre les moyens, et notamment les mécanismes flexibilité. A l'époque ce débat n'intéressait absolument pas les pays du Sud. On est dans la continuité des négociations. Comment aujourd'hui rompre avec cette continuité qui ne permet pas au processus de progresser ?

La sous-estimation des problèmes des pays en développement et des pays les moins avancés est une des causes de la stagnation des négociations. A La Haye, alors que les pays de l'est émergeaient sur la scène européenne, les blocages entre les membres de l'Union européenne ont été importants.

Concernant les plans de relance, ne doit pas, au-delà des plans internes, réfléchir au développement des autres ? Ne pensons pas à la relance du point de vue de notre seul pouvoir d'achat. Si on n'aborde pas cette question aujourd'hui, on passe sans doute à côté d'une opportunité.

La réponse internationale à la crise, et au défi climatique, passe par là.

Michel Rousselot

En quoi consistent les mécanismes de développement propre : s'agit-il de projets isolés ou de stratégie globale de développement ?

Pierre Radanne

Pour comprendre l'objectif européen, il faut regarder les chiffres, mais également les délais. L'Europe s'était engagée dans le cadre du protocole de Kyoto sur une réduction de ses émissions de 8% sur 20 ans, (1990 - 2010). Aujourd'hui elle propose -20% à horizon 2020. Cela signifie 12% en 8 ans, soit 1,5% de réduction par an. L'Europe a bien sûr des potentiels supérieurs à 20%. Dans nos sociétés, les investissements aujourd'hui ont une durée de réalisation de 10 ans... C'est pourquoi l'objectif européen est à la limite du faisable, non pas au niveau du taux, car elle a la possibilité d'aller bien au delà, mais au niveau du délai. Et plus on approche de l'échéance, plus la marge de manœuvre se réduit.

Là où le paquet climat est faible, c'est sur l'exonération des constructeurs automobiles qui produisent des voitures haut de gamme au dessus des besoins, alors que c'est un domaine où l'on pouvait attendre des résultats rapides. On poursuit le dérapage du dimensionnement du secteur automobile, sans aucun bénéfice social.

De par la responsabilité des pays industrialisés dans le réchauffement climatique, il est difficile de demander aux PED de s'engager. La Chine coule 40% du béton mondial, loge sa population dans des bâtiments construits aujourd'hui pour une durée de vie de 100 ans. Sont-ils de bonne ou de mauvaise qualité ? Le scénario ne se limite pas à la responsabilité : comment pouvons nous nous engager dans la meilleure trajectoire de développement, pour que tous les pays n'aient pas à démolir ce qu'ils ont passé des années à construire, parce que cela n'aura pas été fait dans de bonnes conditions ? La question se pose aussi à nous : est-on capable de développer au plan mondial un programme de qualité de construction partout dans le monde ? La réussite chinoise dépend de la façon dont nous diffuserons certaines technologies, dont on ouvre la formation... Dispenser les PED d'efforts signifie les dispenser de progrès. Nous sommes dans une obligation de réussite collective.

Morgane Créach

Un objectif 20 ou 30% de réduction des émissions pour l'Europe ? Pour des raisons de simplification du discours, beaucoup utilisent la formule des « 3x20 ». Il aurait peut être fallu parler des « 2x20 et 1x30 ».

Par contre cet objectif est conservé dans l'accord du Conseil des chefs d'état européens : c'est -20% de manière unilatérale pour 2020, -30% si l'accord de Copenhague est jugé satisfaisant (ce sera difficile de juger). Les ONG militaient pour que le passage de 20 à 30% soit automatique à Copenhague. Les Etats le décideront néanmoins après Copenhague, selon une procédure de co-décision entre le Parlement et le Conseil. Il y aura donc une autre phase de négociation.

Sur l'implication des pays en développement : il faut être honnête avec tout le monde. Pour maintenir le réchauffement en deçà de 2°C, c'est 25 à 40% de réduction pour les pays industrialisés, pour les pays en développement, c'est une déviation du niveau des émissions, c'est-à-dire, une inflexion de la courbe de croissance des émissions. Il faut répartir les efforts de réduction, en fonction des responsabilités de chacun, responsabilité passée et présente, et des capacités à agir, à payer. La conciliation entre développement et changement climatique est la clé de succès de l'accord de Copenhague.

Les mécanismes de développement propres : il s'agit de projets réalisés dans les pays en développement, qui réduisent les émissions et contribuent au développement durable du pays. Le porteur de projet, industriel, reçoit en contrepartie des crédits d'émission. Un crédit correspond à une tonne de CO². Les crédits pourront être déduits de l'objectif à atteindre. C'est un jeu à somme nulle. Ça permet de réduire les émissions, mais est comptabilisé pour la mise en conformité du pays qui initie le projet. C'est ce qui se passe dans le meilleur des cas lorsque le projet est additionnel, qu'il n'aurait donc pu avoir lieu sans le financement MDP.

Par ailleurs, ce n'est pas en proposant des projets ponctuels que l'on sera en mesure de réformer des secteurs tels que l'habitat, les transports ou l'industrie. Les débats actuels portent sur la façon d'élargir ces projets à des programmes, à des politiques, et sur les modalités d'aide à la mise en place de politiques dans ces secteurs clés pour le développement.

Bruno Charles

Est-ce que les Etats échouent parce qu'ils font semblant d'avoir les moyens de leur action ? Est ce qu'ils n'ont déjà plus les moyens pour atteindre leurs objectifs ? Cela rejoint la question des pouvoirs locaux et des modes de vie. Il est de notre rôle en Europe de faire évoluer les villes, les comportements. Les solutions doivent être des solutions alternatives à l'économie telle qu'elle est.

Sur l'agriculture, les collectivités commencent à soutenir les circuits locaux à travers par exemple les AMAP, qui sont des leviers d'action qui appartiennent aux collectivités locales et non à l'Etat. Sur la production énergétique, l'égalité d'accès à l'énergie dépendra de la maîtrise de la demande, et donc

de l'action des collectivités (isolation, transport..). Il ne semble pas émerger de la société civile la capacité à créer des solutions alternatives susceptibles de pouvoir s'inscrire dans un modèle économique sobre en carbone. La responsabilité des collectivités locales est absente du débat, pour leur capacité à relocaliser l'économie est une solution. N'est ce pas une responsabilité citoyenne que d'interpeller les pouvoirs locaux sur ces questions ?

Roland Dantec, Ville de Nantes, président du groupe climat du réseau Eurocités, le réseau es grandes villes européennes.

Les derniers discours de la conférence de Poznan annoncent un accord global à Copenhague, et on peut être optimiste. L'Europe avait décidé de ne pas mettre ses positions sur la table, tant que les américains n'auraient pas affichés la leur. D'où l'adoption du PEC juste avant la fin de Poznan. Le développement est une des clés de la négociation, et celle-ci ne pouvait commencer sans les américains.

A Poznan, les collectivités locales sont arrivées pour la première fois avec un début de stratégie commune des collectivités mondiales. Plusieurs documents traduisent cet engagement, la déclaration d'Eurocités en fait partie, elle fait le lien entre la ville post carbone et la ville durable. Par ailleurs il y a une plateforme commune des réseaux européen (Climate Alliance, CCRE, Eurocités, Energie Cités), et enfin le Covenant of mayors, la Convention des Maires, propose un cadre de négociation direct avec la commission européenne et nous situe dans une dynamique intéressante, et qui commencera en janvier ou février. C'est un point important au regard des besoins de financements des collectivités locales pour mettre en oeuvre les politiques et réponde aux objectifs.

On est arrivé au niveau mondial, la CGLU, réseau mondial des autorités locales, soutenue par les réseaux européens, (ICLEI), est parvenue à une proposition de déclaration annexe pour l'accord de Copenhague. En prenant en compte la difficulté que cette déclaration soit annexée à l'accord. Nous avons des retours positifs. Cela demeure néanmoins difficile pour des Etats non démocratiques et très centralisés. Le travail commencera vraiment à Bonn.

C'est une dynamique intéressante. Les politiques urbaines contiennent 50% de la réponse. Or le lobby des collectivités était totalement absent il y a un an. Nous avons franchi un pallier à Poznan.

Laurence Tubiana

Une discussion est nouvelle : comment prendre en compte les propositions d'autres acteurs ?

Denis Loyer

Il a été dit que le secteur privé était très présent dans les négociations. Or je ne les ai pas beaucoup vu. En revanche, dans les débats sur la forêt, les ONG sont complètement infiltrées parmi les représentants des Etats. Elles sont puissantes et leur expertise est indispensable. La décision sur REDD a été prise à Bali grâce aux ONG. Mais on ne voit pas le lobby mondial du soja, ou du bois.

Le bilan de la conférence est jugé négatif, mais il y a tout de même de nombreuses initiatives positives : par exemple, dans le Yunnan en Chine, certaines villes sont recouvertes de chauffeaux solaires.... Il y a une stratégie nationale climat qui est suivie. L'Indonésie a un plan national climat, ce n'est pas le cas de certains pays européens... Le Costa Rica a inversé sa courbe d'émissions. La France appuie certaines de ces initiatives.

Le financement des projets sur le changement climatique connaît une montée en puissance à l'AFD. Mais peu de pays ont élaboré une stratégie climat, notamment en Afrique. Ces projets sont donc utiles, à défaut d'avoir une approche programme. Les technologies ne sont en aucun cas un frein à la mise en place de grands programmes sur les changements climatiques. Il existe des solutions à fort impact, telles que le captage et le stockage du carbone, il faut avancer là-dessus. Ce qui freine les investissements, ce n'est pas le non accès à la technologie ou les brevets, c'est d'avoir un emprunteur, entreprise ou collectivité, fiable financièrement. Il est difficile d'avoir des programmes ambitieux. Il faut travailler sur le long terme avec les acteurs des PED pour instaurer des relations de confiance.

Une participante :

La participation aux négociations enthousiasme, parce qu'elles fourmillent d'idées, de propositions etc. Mais il y a cette lourdeur, les résultats ne sont pas à la hauteur des attentes... Laurence Tubiana a soulevé un point important qui est celui de la gouvernance, qui est particulièrement important, tant elle s'est complexifiée. Au point que les médias ont peu couvert ces conférences, sauf pour constater les résultats décevants.

Le débat est complexe : beaucoup parlent de *réduction des émissions*, d'autres parlent de *développement*. Mais un certain nombre de grands émetteurs se cachent dans le groupe des PED. Au moment du vote du paquet énergie climat s'est faite hué par les pays en développement. Les critiques ont été très violentes à l'encontre de sa position sur le fonds d'adaptation. Celles-ci s'est faite huée par les PED pour sa position sur le fonds d'adaptation. Les sommes proposées semblent bien modeste, notamment quelques semaines après avoir annoncé la mise à dispositions de fonds beaucoup plus importants pour sortir de la crise financière.

Un participant : l'objectif de 30% en 2020 correspond à une profonde remise en cause de nos modes de fonctionnement. L'enjeu est de transmettre ces problèmes internationaux à la responsabilité des citoyens. Aussi le rôle des collectivités est majeur. Au-delà des changements climatiques, les enjeux seront d'abord financiers. Quelles sont les actions prévues par les gouvernements ?

Un participant : Quelle est la possibilité d'améliorer le fonctionnement des mécanismes de flexibilité ? Peut-on les financer autrement que par des contributions volontaires ?

La deuxième question porte sur les technologies. On retrouve de forts lobbies au sein des négociations. Comment on négocie avec eux ?

Un participant

- Le rapport du GIEC a-t-il déjà modifié le climat des négociations ?
- La crise financière est-elle un frein ou un opportunité à saisir ?
- Y a-t-il une autorité modératrice qui seraient à même d'orienter le cours des négociations ?

Bruno Charles

Sur l'automobile, aujourd'hui le vrai débat se situe au niveau local autour du PDU : comment limiter la place de l'automobile en ville ? L'autre question porte sur l'évolution de l'industrie de l'automobile ? Au niveau du Gand Lyon, la directive territoriale d'aménagement [DTA] (de l'Etat) prévoit 5 projets autoroutiers. Il y a une opposition entre la DTA qui propose le développement des flux autoroutiers comme solution pour un développement local et un SCOT et un PDU qui souhaitent les limiter... Quelles solutions pour l'emploi, soutenu par l'industrie automobile ? Quelles industries peut-on faire émerger ? Quels transferts peut-on proposer vers des cleantech ? Celles-ci sont-elles de vraies bonnes solutions, ici et au Sud ?

Dominique Le Masne

Le poids des recommandations du GIEC était plus présent à Bali qu'à Poznan, puisque le 4^e rapport venait d'être publié.

Il n'y a pas d'autorité modératrice des négociations. Mais jusque là, les Etats-Unis étaient absents...

Morgane Créach

Derrière la technicité des débats se cache un manque de volonté politique. Les débats autour de certains chiffres, de certaines formulations, permettent à certains Etats de contourner les réelles questions de fond. Or pour la question globale du changement climatique exige une réponse de l'ensemble des acteurs.

Pierre Radanne

La crise financière est très présente dans les débats. Et la colère des PED à ce sujet est extrêmement forte : les pays développés n'ont pas mis d'argent sur la table pour aider les PED, mais ils l'ont fait pour sauver les banques. La crédibilité des pays industrialisés est atteinte. L'idée norvégienne de taxer les investissements a été refusée par les pays développés ; en même temps, la Suisse a proposé une taxe mondiale... On peut penser que le cadre de réflexion est en train de changer.

Sur la question de la gouvernance : certains pays appellent à un gouvernement mondial, d'autres préfèrent un « club » ; ces deux logiques ne se sont pas rencontrées.

La question climatique est une question politique totale. Elle souligne nos grandes dépendances les uns vis-à-vis des autres, et donc appelle à une solidarité obligatoire. On ne pourra pas gagner cette bataille sans la participation active de chaque citoyen. La réponse aux changements climatiques va de la personne à la communauté internationale. Si l'on est obligé de prendre en compte les politiques intérieures des pays, il devra y avoir des systèmes de sanctions.